



Madame Aïcha Béréte est la directrice fondatrice de l'entreprise Batoulé Prestations, qui offre des services en construction, nettoyage et gardiennage à Kamsar, Préfecture de Boké, République de Guinée

Une formation offerte par AGCEDE change sa vie après des déboires conjugaux et une douloureuse faillite

*Étude du cas de Madame Aïcha Béréte
Par Jean-Marc Cormier, mars 2019*

Madame Béréte a fondé sa propre entreprise en 2008. Mais tout a basculé en raison d'un problème conjugal à la suite duquel elle s'est retrouvée seule pour s'occuper de ses quatre enfants. Une situation si difficile pour elle qu'elle l'a conduite à la faillite. Elle peinait à se relever quand une formation offerte par le projet AGCEDE et dispensée par le cabinet PRIDE-Guinée, est venue changer sa vie.

Contexte:

Le projet AGCEDE est mis en œuvre dans la préfecture de Boké dans le nord-ouest du pays. C'est l'une des cinq préfectures que compte la région administrative de Boké. Elle compte une commune urbaine et neuf communes rurales. Cette zone fait l'objet d'une effervescence économique notable, avec des plans d'investissements majeurs comme le projet d'expansion de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) et plusieurs autres projets de mines et raffineries. Néanmoins, les populations locales bénéficient encore très peu de ces investissements.

Madame Aïcha Béréte, une femme entrepreneure dans la quarantaine, a bien voulu évoquer pour nous les difficultés qu'elle a vécues avant de bénéficier, grâce au projet AGCEDE, d'une formation qui lui a ouvert un regard tout neuf sur les affaires.

Madame Béréte avait fondé à Kamsar, en 2008, l'entreprise Batoulé Prestations qu'elle dirigeait depuis lors. Elle y faisait du commerce général : achat et vente et même confection de meubles qu'elle écoulait quand elle gagnait de petits marchés, particulièrement auprès de la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG). Mais tout a basculé pour elle en raison de problèmes conjugaux à la suite desquels elle s'est retrouvée seule à élever ses quatre enfants.

« C'est une situation très difficile pour une femme, nous a-t-elle confié. J'ai été si affectée que je n'arrivais plus à me relever. C'était très dur pour moi. J'ai eu tellement de difficultés que je ne savais plus où j'en étais. Je réalisais que j'avais des défauts et des faiblesses et j'essayais de m'améliorer, mais sans succès. Je me limitais aux marchés que je pouvais gagner à la CBG et si je n'obtenais pas un marché convoité, j'étais à terre pour un bon bout de temps. J'étais entrepreneure, mais je n'étais qu'une femme d'affaires ambulante qui trainait ses dossiers dans son sac, ce qui n'était pas la meilleure façon de gagner de la crédibilité. Ma plus grande faiblesse c'était sans doute de ne pas faire la distinction entre mes avoirs personnels et le compte de mon entreprise. C'est tout ça mis ensemble qui m'a conduit à la faillite. »

« AGCEDE m'a ouvert les yeux sur mes faiblesses »

Madame Béréte essayait péniblement de se relever quand elle s'est inscrite à la formation en entrepreneuriat offerte par AGCEDE et dispensée par le cabinet PRIDE-Guinée. « Cette formation a été pour moi d'un grand support. Elle m'a permis de comprendre mes défauts et mes faiblesses et comment je pouvais les corriger, nous dit-elle. Ce sont surtout les apprentissages en gestion qui ont été les plus utiles pour moi. Ils m'ont appris à détacher mon compte personnel de celui de mon entreprise. »

« Aujourd'hui, comme vous avez vu, cette formation m'a donné le courage de trouver un local et d'y installer mon entreprise. Grâce à cette innovation bien concrète, on pourra plus facilement identifier mon entreprise et je vais y gagner de la crédibilité. »



Madame Aïcha Béréte dans son local d'affaires nouvellement inauguré, à Kamsar.

« ... et sur de nouvelles perspectives. »

Madame Béréte indique que cette formation d'AGCEDE lui a fait également envisager de nouvelles perspectives. « Ça m'a donné du courage pour aller plus loin. Je fais maintenant du démarchage jusqu'à Conakry, au lieu de me limiter aux opportunités qu'offre la CBG. C'est comme si on avait enlevé une montagne de sur ma tête et qu'on avait créé une nouvelle Aïcha. »

Elle nous indique avoir examiné attentivement la situation et découvert qu'il n'y a pas de services d'imprimerie à Kamsar, ce qui incite une quinzaine de sociétés à se rendre jusqu'à Conakry pour de tels services. Voilà, à son avis, une perspective qu'il vaut la peine d'approfondir. C'est le cas aussi pour la transformation alimentaire, qui est presque

inexistante. Cela stimulerait en plus les productrices agricoles et ce serait bénéfique pour l'environnement puisque cela favoriserait une plus grande consommation locale.

Elle loue pour terminer l'initiative du projet AGCEDE pour cette offre de formation dont elle a bénéficié et souligne la qualité du travail de PRIDE-Guinée, qui a dispensé la formation. Elle indique d'ailleurs qu'elle aimerait profiter de d'autres formations en gestion afin de se professionnaliser davantage et remercie très vivement AGCEDE et le Canada qui finance ce projet.

Le projet AGCEDE vise à briser le cercle vicieux dans lequel les communautés locales, en particulier les femmes et les jeunes, sont exclues des avantages des investissements miniers. Dans le cadre du projet AGCEDE, le **Service universitaire mondial du Canada** (EUMC) et le **Centre d'études et de coopération internationales** (CECI) travaillent dans trois régions du Burkina Faso, du Ghana et de la Guinée touchées par les industries extractives. Le projet vise à autonomiser les communautés locales et à intégrer spécifiquement les femmes et les jeunes, à participer pleinement à la gouvernance locale, aux opportunités économiques et au développement durable de ces zones. Le projet collabore avec des gouvernements locaux et nationaux, des sociétés minières choisies, ainsi que des petites et moyennes entreprises et des organisations de la société civile pour atteindre ces objectifs. Affaires mondiales Canada finance la mise en œuvre du projet AGCEDE de 2016 à 2022. Pour plus d'information sur le projet, visitez: <https://resources.wusc.ca/project/wages>